

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2013 n°2

10 décembre 2013

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ AUTRES STRUCTURES
- LES UTILISATEURS ET NOUS

L'EMOP est l'opération à travers laquelle il est possible d'avoir des informations sur les caractéristiques des ménages. Elle renseigne également sur l'éducation, l'alphabétisation et la santé des membres du ménage. Elle fournit enfin des indicateurs relatifs à l'emploi, au logement. Elle donne enfin des informations sur les dépenses de consommation des ménages et les difficultés que ceux-ci éprouvent pour se nourrir.

Editorial

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 02 du « KHI-DEUX », un bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali. Ce bulletin entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du troisième trimestre 2013.

A cette fonction de diffusion des informations sur les activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter deux rubriques plus spécifiques dans ce bulletin. La première est « *Le Dossier du trimestre* » qui se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Dossier du trimestre. Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) : une opportunité à saisir dans le cadre du renforcement de la production statistique

Contexte et Justification

Les études diagnostiques du système statistique national (SSN) ont révélé que l'INSTAT et les autres structures sectorielles continuent de réaliser des enquêtes ad hoc auprès des ménages à des coûts souvent très élevés sans une réelle prise en compte des besoins des utilisateurs. Aussi, ces enquêtes produisent souvent les mêmes

Pour ce troisième numéro, la rubrique traite du thème « **L'EMOP : une opportunité à saisir dans le cadre du renforcement de la production statistique** ».



Seydou Moussa TRAORE
Directeur Général de l'INSTAT.

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordé à un

utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques pour aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur **Abdoulaye KEITA**, Conseiller Technique à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

indicateurs avec des résultats contradictoires.

En outre, il convient de signaler que pendant des années, l'INSTAT a activement mis en œuvre plusieurs enquêtes ad hoc. Cependant les ressources de ces opérations pourraient être utilisées d'une manière plus efficace avec une enquête intégrée et permanente, combinée avec des modules rotatifs.

C'est dans ce contexte caractérisé par une insuffisance de coordination et de planification des opérations statistiques, que l'INSTAT a adressé une demande d'assistance à la Statistique Suède dans le domaine des enquêtes auprès des ménages à travers le projet de coopération qu'il entretient avec la Statistique Suède (SCB) depuis janvier 2009.

En réponse à la requête formulée par l'INSTAT, un dispositif permanent de collecte avec des modules rotatifs a été proposé par la Statistique Suède.

La première édition de ce dispositif dénommé Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP), entièrement financée par l'Agence Suédoise de coopération internationale au développement, s'est déroulée entre le 1^{er} avril 2011 et le 31 mars 2012.

Au terme de la première année de mise en œuvre, trois rapports de passage et un rapport annuel ont été produits.

OBJECTIFS

L'objectif général de L'EMOP est de produire de façon régulière et permanente des indicateurs pertinents sur la situation socioéconomique des ménages, données nécessaires à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du CSCR, des OMD ainsi qu'à la formulation de différentes politiques sectorielles.

En outre, l'EMOP cherche à renforcer la capacité des structures du SSN à observer et à interpréter les données sur les conditions de vie des populations dans la perspective d'organiser cette opération de façon continue.

A terme, l'EMOP vise à fédérer et à harmoniser les enquêtes auprès des ménages. Spécifiquement, l'EMOP vise les objectifs suivants :

- Fournir des informations sur la taille et la composition des ménages ;
- Identifier les mouvements de migration interne et externe et les tendances à l'urbanisation ;
- Disposer des informations régulières sur le logement, la santé, l'emploi, l'éducation, les revenus, etc.

- Mesurer l'accès aux principaux services de base ;
- Quantifier l'activité productive des ménages et mesurer la situation économique des différents ménages ;
- Apprécier les stratégies choisies par les ménages pour faire face aux besoins économiques ;
- Evaluer les dotations économiques à l'intérieur des ménages.

RESULTATS ATTENDUS

- ◆ Les activités de production statistiques sont bien planifiées et bien coordonnées ;
- ◆ Les enquêtes auprès des ménages sont fédérées et à harmonisées ;
- ◆ Les capacités de production de l'INSTAT sont renforcées ;
- ◆ Les délais de production sont raccourcis ;
- ◆ Les flux de production sont abondants et réguliers ;
- ◆ Les informations indispensables au suivi et à l'évaluation du CSCR, des OMD et d'autres programmes sectoriels sont fournies ;
- ◆ Les données d'enquêtes sont valorisées ;
- ◆ Les décisions sont prises à temps.

Bref aperçu sur la méthodologie de l'EMOP

Méthode et outils de collecte

L'EMOP est une enquête par sondage stratifiée à deux degrés à allocation proportionnelle au premier degré. Les 8 régions du Mali et la ville de Bamako constituent les domaines d'études.

L'échantillon estimé à 7200 ménages, est représentatif selon le milieu de résidence de la population (urbain et

rural).

Au premier degré, les unités primaires (sections d'énumération) sont tirées indépendamment dans chaque strate avec une probabilité proportionnelle à leur taille en ménages.

Au second degré, un nombre constant de ménages est tiré à probabilité égale dans la liste des ménages établit après dénombrement de la SE.

L'EMOP est réalisée annuellement en quatre (4) passages.

Chaque passage dure trois mois et un rapport d'analyse est attendu environ trois mois soit 90 jours après la collecte.

Au terme des quatre passages, un rapport annuel intégré aux données des quatre passages est produit et est principalement orienté sur l'analyse de la pauvreté.

Les résultats de l'enquête sont significatifs au niveau national, dans chacune des huit (8) régions et le district de Bamako et selon le milieu de résidence (urbain et rural).

Le questionnaire de l'EMOP comporte un module de base et un ou plusieurs modules supplémentaires peuvent être insérés à la demande des utilisateurs de données statistiques.

Le module de base est conçu pour prendre en compte prioritairement les préoccupations du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ainsi que d'autres programmes sectoriels.

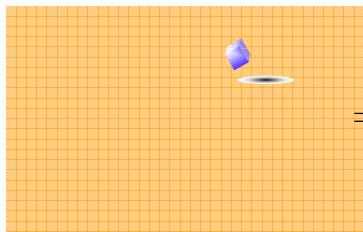
Les questionnaires de collecte comprennent les sections suivantes :

⇒ section 1 : elle se rapporte aux caractéristiques des ménages, fournit les informations sur l'âge et le sexe des membres, leur lien avec le chef de ménage, l'état matrimonial, le statut migratoire ;



Photo de famille lors de la clôture de l'atelier de formation des agents de collecte sur le module de l'IRD

La production régulière et permanente des indicateurs pertinents sur la situation socioéconomique des ménages est nécessaire pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CSCR et des OMD. Elle aide aussi à la formulation des différentes politiques sectorielles



Une vue des participants lors de la formation de l'EMOP

L'EMOP doit être considéré comme un instrument de renforcement des capacités des structures du SSN leur permettant d'observer d'analyser et d'interpréter les données sur les conditions de vie des populations. A terme, l'EMOP vise à fédérer et à harmoniser les enquêtes auprès des ménages.

⇒ section 2 : elle porte sur l'éducation des membres du ménage et l'alphabétisation ;

⇒ section 3 : elle renseigne sur la santé des membres du ménage ; les questions sont posées sur la prévalence de certaines maladies ;

⇒ section 4 : elle est relative à l'emploi, elle permet de calculer les indicateurs tels que les taux de chômage et d'activité et d'inactivité, etc. ;

⇒ section 5 : elle renseigne sur les caractéristiques du logement tels que le type de logement, le nombre de pièces, la nature du toit, le type d'aisance et les biens possédés par le ménage ;

⇒ section 6 : elle donne des informations sur les mouvements migratoires des membres du ménage et les transferts monétaires reçus ;

⇒ section 7 : elle renseigne sur les difficultés éprouvées par les ménages pour se nourrir ;

⇒ section 8 : elle mesure les dépenses de consommation des ménages.

Il est à noter que seul le module consommation est renseigné à tous les passages.

Organisation des travaux de terrain et personnel de l'enquête

Au niveau régional, la coordination de l'opération est confiée au Directeur Régional de la Planification du Développement, de la Statistique, de l'Informatique, de la Population et de l'Aménagement du Territoire (DRPSIAP). Il est secondé par un superviseur régional chargé de suivre l'évolution des travaux de collecte sur le terrain.

Les travaux de collecte sont réalisés par des agents (enquêteurs et contrôleurs) recrutés par l'INSTAT à cet

effet sans discrimination de sexe ni d'appartenance ethnique.

Au niveau central, une équipe technique composée de six (6) cadres est chargée de la conception des outils, du suivi de la collecte, du traitement et de l'analyse des résultats.

Des missions de supervision au niveau central sont organisées régulièrement et déployées sur le terrain pour veiller au respect des normes méthodologiques consignées pendant la formation.

La coordination et l'encadrement de l'opération au niveau national sont assurés par la Direction Générale de l'INSTAT qui veille au respect du calendrier prévisionnel et au bon déroulement des activités.

Exploitation des données et Analyse des résultats

Les dossiers ramenés du terrain sont centralisés au Bureau Central du Recensement puis vérifiés par les agents de réception.

Les activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du projet passent par la conception des outils, la réalisation de la collecte, l'exploitation des données et l'analyse des résultats.

Ces activités sont récurrentes par passage et sont exécutées par les membres de l'Equipe technique sous la coordination de la Direction générale de l'INSTAT.

Les données saisies au moyen de logiciel approprié sont traitées et analysées et les résultats sont publiés à travers des ateliers de restitution.

Ces résultats par la suite sont diffusés sous format CD et sur le site web de l'INSTAT.

2. OPPORTUNITES DU DISPOSITIF

Harmonisation des enquêtes

L'EMOP est flexible et offre la possibilité d'insérer des modules rotatifs nécessaires à l'approfondissement des domaines spécifiques à la

demande des utilisateurs sectoriels qui supportent les coûts induits par la prise en charge du module. C'est ainsi qu'un module relatif aux questions de migration a été intégré au deuxième passage des deux éditions de l'EMOP à la demande de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

En outre, à la demande de l'Agence National pour l'Emploi (ANPE), l'Enquête Permanente Auprès des Ménages (EPAM) précédemment réalisée par le Département de l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (DOEF) a été fédérée au troisième passage de la deuxième édition.

Des discussions sont également en cours avec la Banque Mondiale pour l'intégration d'un module agricole à l'EMOP.

Valorisation des données d'enquête

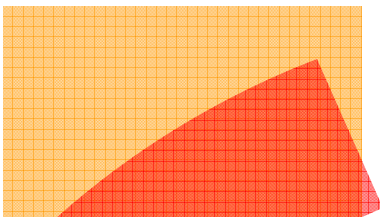
Dans le domaine de la valorisation des données d'enquête à travers des études et recherches, les bases de données de l'EMOP sont régulièrement sollicitées par les chercheurs.

C'est ainsi que l'INSTAT a reçu la demande de mise à disposition de ses bases de données de recherche GREAT dans le cadre d'une étude relative à l'emploi des jeunes.

Les données de l'EMOP ont été également utilisées pour renseigner les indicateurs du Ministère de l'emploi et de la Formation Professionnelle à travers une Task Force.

Les résultats du troisième passage de l'EMOP-2011/2012 sont attendus pour réaliser une étude sur l'emploi à la demande du Ministère de l'emploi.

Il existe donc un véritable engouement de la part des utilisateurs à disposer des données de l'EMOP.



Une vue des participants lors de la formation de l'EMOP

L'INSTAT, avec le développement de l'utilisation des statistiques, vise à assurer le partage de l'information par l'analyse des données et sa diffusion



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques et financières, l'INSTAT a publié en août 2013 le Bulletin du Commerce extérieur 2^{ème} trimestre accessible sur le site.

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- la Note de Conjoncture du 2^{ème} trimestre 2013 ;
- le Bulletin de Conjoncture du 2^{ème} trimestre 2013.

Ils sont accessibles sur le site et support papier.

Dans le domaine des statistiques économiques, elle a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois de Juin, Juillet et août 2013 ;
- l'Indice des matériaux de construction des mois de juin, juillet et août 2013.

Ils sont tous accessibles sur le site et support papier.

L'INSTAT a participé du :

- 6 au 15 juillet 2013 à Li-bourne (CEFIL), au séminaire sur les statistiques d'entreprises ;
- 7 au 12 juillet 2013 à Cotonou, à la première réunion technique entre la commission et les comités nationaux de coordination (CNC/CNPE) sur le mécanisme de la surveillance multilatérale ;
- 13 au 21 juillet 2013 à Nairobi, à l'atelier régional des comptes nationaux du PCI-Afrique session 2011 ;
- du 15 au 19 juillet 2013 à Nairobi, à l'atelier de validation des comptes nationaux du PCI Afrique 2011 financé par la BAD ;
- 14 au 20 juillet 2013 à Cotonou, à l'atelier régional sur ERETES, outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux ;
- 22 au 27 juillet 2013 à Ouagadougou, à la réunion du groupe de travail de l'IHPC ;

- 28 juillet au 1er août 2013 à Ouagadougou, à la réunion du commerce régional de la Statistique ;
- 11 août au 4 septembre 2013 à Beijing, au séminaire sur la Dette Gouvernementale et le Développement durable pour les pays Africains Francophones ;
- 21 au 25 août 2013 à Niamey, à l'atelier régional de validation et formation des Instituts Nationaux de Statistiques (INS) de la base de données ECOBASE et ECO-MAC ;
- 23 août au 1er septembre 2013 à Bussan (Corée), à la 27^{ème} Conférence Internationale de l'IUSSP ;
- 31 août au 1er octobre 2013 à Paris, à la formation sur l'élaboration d'un atlas démographique des données du 4^{ème} Recensement ;
- 26 au 31 août 2013 à Lagos, à la réunion technique des consultants nationaux sur les données statistiques ;
- 3 au 8 septembre 2013 à Tunis, à l'atelier de recyclage sur les méthodes de collecte de données d'Infrastructure en Afrique ;
- 8 au 13 septembre 2013 à Abidjan, à la réunion préparatoire des cadres en Statistique des Etats membres de la CEDEAO ;
- 22 au 25 septembre 2013 à Dakar, à la réunion de la Cellule sous régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges Intra-UEMOA.

Dans le domaine du renforcement des capacités, l'INSTAT a participé à :

- l'atelier national de validation du rapport « diagnostic du SSN et bilan de la mise en œuvre du SDS » tenu au CICB avec l'appui financier de la Coopération suédoise. L'atelier qui a

regroupé toutes les structures du SSN (niveau national et régional), société civile, secteur privé, PTF et Collectivités Territoriales a surtout permis d'assurer l'implication de toutes les parties prenantes dans le processus d'élaboration du SDS II ;

- la formation en planification stratégique tenue dans la Salle de réunion de l'INSTAT et dont l'objet est d'initier les participants aux concepts et outils de la planification stratégique et faire leurs liens avec la Gestion Axée sur les Résultats. Financée par la Coopération suédoise, elle a regroupé les membres des organes pour l'élaboration du SDS II.

L'INSTAT a enregistré une arrivée et un départ des cadres de catégorie A.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Kayes, dans le domaine des opérations spéciales et en partenariat avec le Conseil Régional de Kayes, a effectué une mission de suivi des activités du « Projet d'Appui aux secteurs sociaux de base : éducation/Santé ». Financée par l'Ambassade du Royaume du Pays-Bas, la mission avait pour objet de faire le point d'exécution des activités programmées par cercle et par secteur en termes d'acquis, de difficultés rencontrées et des perspectives dégagées en vue de formuler des recommandations pour la suite du Projet.

Elle a, en partenariat avec le Conseil Régional de Kayes, participé à l'étude Cartographique de la migration dans la région de Kayes ayant pour objet l'évaluation de la situation migratoire dans les zones de prédilection des cercles de Bafoulabé et Diéma en termes de départs, de retours, d'apports et de retours réinsérés. L'étude qui a duré 15 jours a été financée par l'Espace Migration et Développement en Région de Kayes (EMDK).

Elle a participé à la 3^{ème} Session Ordinaire de la Commission Régionale PARAD en vue de valider le rapport provisoire du 3^{ème} trimestre 2013. Financée sur Budget National, cette session d'une journée s'est tenue au Gouvernorat avec la présence des structures partenaires (DRS, DRT, DRAE et DRH).

Elle a enfin participé au Forum Régional sur la Migration et le Développement du Gorgol en vue d'apporter l'expérience de l'EMDK au tout jeune espace de l'EMDK au tout jeune espace de l'EMDK au tout jeune espace de l'EMDK. Ce Forum qui s'est tenu à Kaédi (Mauritanie) sur financement de l'EMDK a vu la participation des autorités administratives mauritaniennes, des Elus mauritaniens, des expatriés de la région du Kaédi et de deux représentants de l'EMDK.

2. La DRPSIAP de Koulikoro a participé à l'atelier « Bilan et Statistique du Comité régional Interprofession Mangue Koulikoro » qui avait pour objet la validation du rapport de la campagne mangue 2013. Financé par le Comité régional Interpro-

fession Mangue, l'atelier qui s'est tenu à la Chambre Régionale d'Agriculture a vu la participation des Services Techniques, des Collectivités, des Organisations de la Société Civile et des Producteurs.

Elle a aussi participé à la rencontre du cadre de gestion partenariale de la formation professionnelle et de l'insertion dans le cadre du programme Formation Insertion dans le Bassin du Fleuve Niger (FIBANI). L'objet de cette rencontre est de contribuer à améliorer les revenus des producteurs agricoles et ruraux des zones concernées grâce à des dispositifs de formation/insertion agricole et rurale performants et adaptés aux besoins du marché. La rencontre qui s'est tenue au Conseil Régional sur financement conjoint de FIBANI, Swiss Contact et le Conseil régional a vu la participation des Services Techniques, des Collectivités et des organisations de la Société civile.

Elle a également participé à l'atelier de validation des indicateurs du Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADERE). Financé sur Budget National, cet atelier s'est tenu au Gouvernorat avec la participation des Services Techniques et des Collectivités.

Elle a enfin participé à l'atelier du Conseil Régional de Lutte contre le Sida ayant pour objet la validation du rapport annuel et de la réponse annuelle au VIH/SIDA. Financé par le Secrétariat Exécutif Régional du HCNSL, cet atelier a vu la participation des Services Techniques, des Collectivités et des organisations de la Société civile.

Elle a, dans le domaine statistique, publié en septembre 2013 le « Rapport sur les Indicateurs du Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional

(PARADERE) du 3^{ème} trimestre ». Ce rapport est accessible sur support électronique.

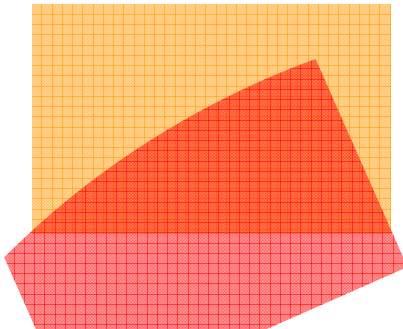
3. La DRPSIAP de Ségou, dans le cadre des Missions/Appuis Techniques et en partenariat avec le Projet Village du Millénaire, a participé pendant 10 jours aux missions de supervision des opérations de collecte et de saisie des données dans le cadre de l'enquête d'évaluation de l'impact du PVM sur la consommation des ménages, le bétail, la source d'eau potable, le lavage des mains avec du savon, l'assainissement et la gestion des ordures ménagères.

Elle a participé à la réunion de validation des données relatives à l'élaboration du rapport mensuel SAP en vue de donner un appui dans la collecte des données relatives au questionnaire du Système d'Alerte Précoce (SAP) pour les mois de juillet, août et septembre.

Elle a également participé à l'atelier d'analyse et d'interprétation des données de la base OISE et des indicateurs PARADDER avec l'appui des partenaires (PACT, GTZ). L'objectif de cet atelier de deux jours est de produire le rapport trimestriel de mise en œuvre de la décentralisation dans la région de Ségou.

4. La DRPSIAP de Mopti a participé à la réunion de validation des données de l'OIM (Organisation Internationale pour les Migration) sur les mouvements des populations déplacées de la région de Mopti avec pour objectif d'obtenir des données fiables sur les mouvements des populations déplacées de la région de Mopti. Financée par l'OIM, elle a vu la participation du Conseil Régional et des Services Techniques Régionaux.

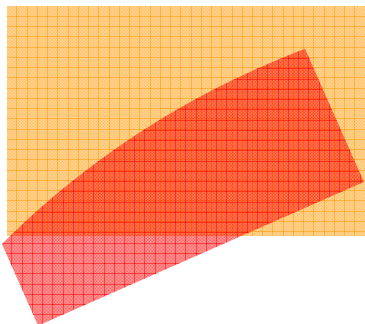
Elle a également participé à la rencontre de validation des données du 1^{er} semestre 2013 du Groupe Technique de Suivi-évaluation Régional (GTSER) du VIH/SIDA en vue



Personnel de la DRPSIAP de Mopti



Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

de permettre un suivi des programmes de Lutte contre le SIDA. Financée par le SEHCN/SIDA, la rencontre a vu la participation de l'Administration, des Collectivités, de la Société Civile et des PTF.

La DRPSIAP de Mopti a publié en septembre 2013 l'Annuaire Statistique Régional 2011 accessible sur supports papier et électronique. Les événements socio-politiques et sécuritaires intervenus en 2012 et 2013 sont à la base de ce retard.

La DRPSIAP a donné un appui à la formation des enquêteurs du Programme pilote pour la valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (SREP) dont l'objectif est de diversifier les sources d'énergie dans la Région. La formation qui a duré deux jours a bénéficié de l'appui du Conseil Régional.

5. La DRPSIAP de Gao en partenariat avec le FNUAP a participé à l'Enquête de l'étude sur l'impact de la crise sur les conditions de vie des ménages dans la Région de Gao avec pour objet d'éclairer les décideurs et autres intervenants sur les dispositions idoines à prendre pour la réinsertion des populations de retour et l'amélioration des conditions de vie de celles qui sont restées pendant l'occupation. L'étude a été financée sur Budget National à hauteur 19 242 000 FCFA.

6. La DRPSIAP du District de Bamako a, au titre des Opérations Spéciales, participé à la distribution des cartes NINA dont les objectifs visent à préserver à chaque électeur son droit de vote, à éviter toute possibilité de fraude adossée au fichier électoral, à assurer le retour au CTD de toutes les cartes non remises et à garantir la conformité entre l'effectif des électeurs titulaires de carte NINA et celui des électeurs inscrits sur la liste électorale biométrique à l'issue de l'établissement de celle-ci. Les agents de la DRPSIAP ont joué les fonctions de Chef d'équipe et de Contrôleur dans l'opération. Financée sur Budget National pour une durée d'un mois, l'opération a bénéficié de l'appui technique des PTFs.

La DRPSIAP a participé aux activités de la réalisation de l'étude sur la constitution d'un SIG sur le District de Bamako et environ dont l'objectif est de contribuer à la gouvernance concertée des problèmes d'urbanisation de Bamako et environs. La rencontre qui s'est tenue au Gouvernorat sur financement de l'AFD a vu la participation de la Mairie du District, de la DRUH, de l'IER, de la DRPSIAP et de l'IGM.

Elle a participé au processus de recensement des équipements publics dans le District dont l'objectif est de contribuer à documenter la prise de décision, notamment en terme de prospective urbaine à long terme dans le cadre de la vision « Bamako à l'horizon 2030 ». La rencontre qui s'est tenue au Gouvernorat sur financement de l'AFD a vu la participation de la Mairie du District, de la Mairie de la Commune V, de la DRUH, de l'IER, de la DRPSIAP et de l'IGM.

Elle a aussi participé à l'élaboration du Programme d'Exécution Technique et Financière du Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM) 2014 du District avec pour objectifs le transfert de technologies et la prestation de services aux producteurs agricoles, le développement des infrastructures d'irrigation et l'approche programmatique et le suivi du secteur agricole. La rencontre qui s'est tenue à Sotuba sur financement National et des PTF a vu la participation de la DRA, DREF, DRP, DRSV, DRPSIAP, CRA, APCAM, DRGR, Gouvernorat, Mairies.

Elle a participé à la formation sur le processus d'enregistrement et d'immatriculation des exploitations agricoles familiales et des entreprises agricoles ayant pour objectifs : la reconnaissance officielle et juridique des exploitants et des exploitations agricoles, la clarification du positionnement et de la vocation de l'exploitant dans un cadre structuré et organisé du secteur agri-

cole, et le ciblage des appuis et subventions aux exploitants évitant des confusions d'identité préjudiciable à l'activité agricole. Financée sur Budget National, elle a vu la participation de la DRA, de la DREF, de la DRP, de la DRSV, de la DRPSIAP, de la CRA, de l'APCAM, de la DRGR, de la DRPFEF, de la CPS/SDR, de l'INSTAT, du Gouvernorat, des Mairies et des coopératives agricoles.

Elle a pris part à la formation sur le système d'information géographique dont l'objet est l'application des résultats du recensement des équipements collectifs au SIG dans le District de Bamako. Financée sur le Budget National, la formation qui s'est tenue à l'IER/SOTUBA a vu la participation du Gouvernorat, des Mairies, des Services de l'Urbanisme, de la DRS et de l'AE.

Elle a enfin participé à l'atelier d'élaboration de l'ébauche de Plan Régional de lutte contre le SIDA du District de Bamako. Tenue à la Direction Régionale de la Santé sur financement national, l'atelier a regroupé les représentants des Communes, du HCRLS, du Csréf, de l'AE, de l'ASACO et de la FENASCOM.

La DRPSIAP du District a publié en juillet 2013 l'Annuaire Statistique Régional 2011 accessible sur supports papier.

Rappelons enfin que dans leur ensemble, les DRPSIAP ont participé aux opérations spéciales comme l'EMOP, financée sur budget national pendant 12 mois et dont l'objectif est de produire des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre du CSCR et des OMD.

Elles ont aussi, pour la plupart, participé aux activités de l'EAC en partenariat avec les structures du Développement rural en vue de produire des données sur ce secteur.



Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Avec un meilleur usage de bonnes statistiques, on peut s'attendre à de bons résultats en matière de développement durable

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

AUTRES STRUCTURES

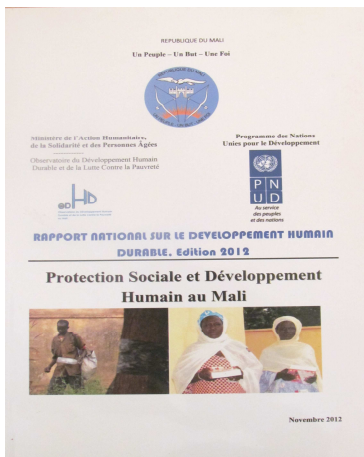
Au cours du troisième trimestre et au titre des opérations spéciales, l'ODHD a participé du 14 au 19 juillet 2013, à la mission d'évaluation et d'inspection des réalisations du Programme de Réduction de la Pauvreté dans la région de Mopti (PRPRM) avec comme objet l'évaluation du Programme de Réduction de la Pauvreté à travers la visite et l'inspection des infrastructures, l'examen et l'analyse des résultats atteints, les difficultés, contraintes.

Financée par le Programme de Réduction de la Pauvreté, la mission a été effectuée conjointement par le PADEC ; l'inspection du travail, la DFM du Ministère de l'Action Humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées, l'ODHD/LCP.

solidarité et des personnes âgées, des PTF et de la Société civile.

Il a enfin participé à « l'Étude pour l'élaboration des profils des 703 communes et l'établissement de la situation de référence des 166 communes les plus vulnérables » avec pour objet les travaux de conception et de validation des documents techniques. Financée sur Budget d'Etat, il a vu la participation des personnes ressources et des consultants.

L'OMA publie chaque semaine et chaque mois des rapports sur le suivi du marché agricole et dont l'accès est libre.



Il a aussi pris part du 28 août au 2 septembre 2013, à la mission d'appui à la préparation du projet reconstruction et relance économique ayant pour objectif l'élaboration d'activités dans le cadre de projets sur les infrastructures publiques locales, les investissements productifs et le renforcement de capacités. Elle a été financée par le Ministère de l'Economie et des Finances avec l'appui de la Banque Mondiale.

Au titre des rencontres, l'ODHD a participé à la Session technique de la Revue 2012 du CSCR 2012-2017 avec pour objet la révision annuelle du CSCR. Financée sur Budget d'Etat, la rencontre s'est tenue dans la Salle de Presse du CICB avec la participation des Services techniques centraux, des DRPSIAP, des PTF, de la Société civile, du Secteur privé et de la Presse.



Il a aussi participé au CICB, au Lancement du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) édition 2012 sur le thème « Protection Sociale et Développement Humain au Mali ». Financée sur Budget d'Etat, il a vu la participation des Services techniques centraux, du Ministère de l'Action Humanitaire, de la

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Abdoulaye KEITA de l'APCAM



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché l'Assemblée Permanente des

Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

L'APCAM utilise en général des statistiques dans les domaines démographique, économique et environnemental provenant de l'INSTAT, des CPS, des ministères, de la FAO. Les statistiques utilisées sont les semi agrégats (rendement moyen par culture, production moyenne par spéculation, superficie moyenne par spéculation, etc.), et les données de base.

L'accès aux données est facile et généralement se fait à partir des supports papier, électronique et Internet. La collecte est effectuée directement chez le producteur.

L'APCAM entretient avec l'INSTAT des relations de

partenariat qui sont d'ailleurs très bonnes.

Pour l'APCAM les données produites par l'INSTAT sont fiables, mais elles doivent être beaucoup plus désagrégées pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers.

Les données manquantes sont observées dans les secteurs de l'eau et assainissement, de l'environnement. L'APCAM aimerait disposer des statistiques fiables sur ces secteurs.

L'APCAM est satisfaite des statistiques utilisées mais souhaite que des améliorations soient faites au niveau de la présentation et du délai de production. Il serait intéressant que soient produites des informations détaillées aux niveaux communal et local notamment dans les secteurs agricoles et de l'environnement pour la prise de décisions à ces différents niveaux.

L'APCAM estime que le facteur limitant l'utilisation des statistiques est le manque

d'information sur la diffusion.

L'APCAM a surtout besoin des données au niveau communal pour le secteur agricole pour mieux organiser les Chambres Régionales d'Agriculture.

L'APCAM pense que l'INSTAT, pour rendre plus accessibles ses données, doit mettre l'accent sur les campagnes de communication (radio et télévision).

L'APCAM serait intéressée par les formations dans le domaine de la statistique notamment sur les outils informatiques (progiciels) pour 5 personnes.

Les modalités de participation doivent être planifiées de commun accord.

Les principaux sujets à aborder seront :

- Les flux transfrontaliers ;
- La gestion d'entreprise ;
- La gestion des bases de données.



Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml

Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

Rédacteur en chef

Karamoko DIARRA

Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Nouhouzo Samson DIARRA

Distribution

Nouhouzo Samson DIARRA